

LE REMBOURSEMENT PAR CARTE CHIFA DÈS LE 1^{er} AOÛT

Ce que les assurés sociaux doivent savoir

Le système du tiers payant sera généralisé à l'ensemble des assurés sociaux titulaires de la carte Chifa à partir du 1^{er} août prochain. Les assurés doivent se présenter aux agences Cnas pour une mise à jour de leurs cartes. Pour le moment, le remboursement ne se fera que pour les ordonnances de moins de 2 000 DA à raison de deux ordonnances par trimestre.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les détenteurs de la carte Chifa peuvent enfin se servir de leurs cartes. Le système du tiers payant sera élargi à l'ensemble des titulaires de la carte Chifa dès le 1^{er} août prochain. Après les retraités, les invalides, les personnes souffrant de maladies chroniques et à faibles revenus, c'est l'ensemble des assurés sociaux qui peuvent désormais se procurer à l'aide de leur carte électronique leurs médica-

ments auprès de n'importe quelle officine conventionnée.

M. Saïdi, sous-directeur des prestations au niveau de l'agence Cnas des fonctionnaires d'Alger, a expliqué, hier, lors d'une conférence de presse, que les titulaires de la carte Chifa doivent se rapprocher de leur centre d'affiliation afin de mettre à jour leur carte électronique pour pouvoir s'en servir.

Les assurés ne paieront ainsi que 20 % pour les ordonnances prescrites

par leur médecin ou le tarif de référence.

Cependant, souligne M. Saïdi, pour le moment, le remboursement ne concernera que les ordonnances de moins de 2 000 DA à raison de deux ordonnances par trimestre. Au-delà, la procédure se fera par le biais du système actuel, soit auprès des centres de paiement Cnas. Ces restrictions, pour rappel, ont été levées pour les retraités et les personnes souffrant de maladies chroniques.

Jusqu'à fin juin dernier, près de 6 millions de cartes Chifa ont été distribuées, 730 centres de paiement ont été lancés et 8 551 pharmacies privées sont conventionnées. Le nombre d'assurés concernés par la carte Chifa est de 8 351 011.



Photo : DR

L'utilisation de la carte Chifa est possible auprès des pharmaciens, des guichets de la Cnas, du médecin traitant, dans les structures hospitalières

mais également auprès d'autres professionnels de la santé, comme les biologistes et les opticiens. La Cnas, l'Agence des fonctionnaires et les centres de

paiement organisent des portes ouvertes sur ces nouvelles dispositions du 31 juillet au 1^{er} août prochain.

S. A.

L'ALGÉRIE ÉLUE À LA PRÉSIDENTIE DE L'AICESIS

En quête de sociétés civiles davantage actives

La présidence de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS) vient d'être confiée à l'Algérie, la seconde fois en une décennie.

Elu pour un mandat de deux, à l'unanimité des 63 membres de l'AICESIS, réunis récemment à Rome en assemblée générale, le président du Conseil national économique et social (CNES), Mohamed Seghir Babès, entend relever un double challenge.

Dévoilé aussitôt son retour, hier aux médias, ce challenge consiste à «redonner leur juste place» aux sociétés civiles organisées, en leur permettant d'affirmer davantage leur rôle proactif, «marquer leur existence» et agir dans «l'écriture de l'agenda et la prise de décisions au niveau mondial».

Mais aussi, et il en sera question lors d'un symposium de haut niveau, prévu à Alger sous l'égide du CNES au cours du premier semestre 2012, réfléchir sur la reconfiguration de l'AICESIS au «format d'organisation internationale de plein statut», voire d'observateur à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, dira M. Babès.

A ce propos, le président du CNES qui a initié, à la mi-juin 2011, à Alger, les premiers Etats généraux de la société civile a indiqué que la commission chargée du suivi des recommandations formulées lors de ces assises et composée de 25 représentants a été déjà installée et est à pied d'œuvre.

C. B.

TIZI-OUZOU

Tanalt rend hommage au journaliste Allaoua Aït-Mebarek

Tanalt se souvient et rend hommage à ses trois martyrs : Akir Salem, Ouramdane Aït-Mebarek, deux appelés du service national tombés à la fleur de l'âge, les armes à la main, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste, ainsi que Allaoua Aït-Mebarek, ex-directeur de la rédaction du *Soir d'Algérie* victime de l'attentat à la bombe du 11 février 1996 qui a ciblé et détruit le siège du journal. Organisée par l'association culturelle du village et qui porte le nom d'Allaoua Aït-Mebarek, la commémoration, qui durera trois jours, a débuté samedi. Le programme de la dernière journée débutera à 9h avec un dépôt de gerbes de fleurs sur les tombes des trois victimes, se poursuivra à 13h par une conférence et des témoignages, et s'achèvera à 21h par un gala artistique. D'autres animations auront lieu à l'occasion de cet hommage qu'organisent avec beaucoup de mérite et d'abnégation les jeunes de l'association qui se voue à l'animation culturelle du village et à la formation de sa population juvénile.

A. M. S.

L'UGCAA TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Les délestages affectent les boulangeries

Les coupures intempestives d'électricité occasionnent des pertes importantes aux boulangers. Une coupure dépassant 45 minutes engendre une perte de l'ordre 7 500 DA, selon l'Union générale des boulangers.

Durant chaque saison estivale, les abonnés de la Sonelgaz ont à subir les désagréments des délestages.

L'Union nationale des boulangers met en exergue ces nombreuses difficultés qui affectent le secteur et qui sont inhérentes à la crise de l'énergie. «C'est la catastrophe ! Spécialement en Kabylie et dans les régions du sud. Ces coupures électriques entraînent

des pertes énormes aux boulangers», indique le président de l'Union nationale des boulangers affiliée à l'UGCAA, Youcef Kalafat. Et d'ajouter «une coupure de plus de 45 minutes engendre des pertes de l'ordre 7 500 DA» et dans bien des cas entraînent des pénuries de pain. Le consommateur en paie les frais.

En effet, les boulangeries n'ont pas pu répondre à la demande exponentielle en matière de pain, durant ce mois de juillet.

Le président de l'Union nationale des boulangers minimise les faits. «Il y a eu effectivement une petite pénurie de pain durant ce mois de juillet, et cela est dû aux récurrentes coupures d'électricité», indique-t-il. Notre interlocuteur rassure que cette denrée sera dispo-

nible durant le mois de Ramadan.

Des journées de sensibilisation ont été organisées par l'UNB, afin d'inciter les boulangers à prendre leur congé annuel soit en juillet soit en septembre, et de répondre à la forte demande durant le mois sacré, explique Kalafat.

Le but étant d'éviter la fermeture d'un grand nombre de boulangeries durant le mois d'août.

Les boulangers membres de l'Union fondent beaucoup d'espoir sur les promesses du ministère du Commerce de leur octroyer des prêts pour l'achat de groupes électrogènes. Le gouvernement aurait donné son accord au courant de cette semaine. Des crédits bancaires seront donc attribués aux boulangers. Pour l'heure, rien de concret...

W. Z.

ENTREPRISES PUBLIQUES

L'État contrôlera les travaux des commissaires aux comptes

Un contrôle de qualité des travaux des commissaires aux comptes sera assuré par une commission paritaire, dans le cadre de la réappropriation par l'Etat de ses prérogatives de contrôle des entreprises publiques.

Concernant aussi bien les commissaires aux comptes que les experts-comptables et comptables agréés, ce contrôle sera assuré par une commission qui sera créée au sein du futur Conseil national de comptabilité. Cette commission paritaire, constituée aussi bien de professionnels que des représentants de l'administration des finances, aura pour mission de contrôler la qualité des travaux établis par ces professionnels de la comptabilité en général. A cet effet, la commission va lancer des enquêtes sur les conditions de l'exercice de ces professions comptables. Ces enquêtes ont pour objectif notable de prémunir ces professionnels en les aidant à identifier leurs besoins en matière de formation.

Les auditeurs choisis par appels d'offres

Dans ce cadre, l'audit financier des entreprises publiques sera désormais confié aux commissaires aux comptes, qui seront sélectionnés par voie d'appels d'offres.

Selon le décret exécutif de février 2011, relatif à la désignation des commissaires aux comptes, les entreprises publiques sont tenues dans un délai maximum d'un mois après la clôture du dernier exercice du mandat du commissaire aux comptes de l'entreprise, d'élaborer un cahier des charges en prévision de la désignation par l'assemblée générale du nouveau commissaire aux comptes par voie d'appel d'offres.

Sus aux audits de complaisance

Et d'autant que le ministère des Finances cherche à mettre fin au «népotisme» dans la désignation de ces prestataires de services, qui «a conduit dans de nombreux cas à des audits de complaisance», selon des professionnels du secteur.

La sélection par appel d'offres permettra de réduire les honoraires de ces prestataires et aussi d'assurer une meilleure répartition des travaux entre ces derniers afin d'éviter que certains cabinets n'accaparent à eux seuls l'audit des entreprises publiques.

Le CNC fonctionnel dès septembre

Rappelons que le Conseil national de la comptabilité, fonctionnel au plus tard début septembre, prendra en charge les missions assignées jusque-là à l'ancien

conseil de l'ordre et aura à délivrer les agréments et organiser les formations. Quant aux trois ordres élus (l'Ordre des experts-comptables, la Chambre nationale des commissaires aux comptes et l'Organisation nationale des comptables agréés), ils travailleront comme des syndicats et s'occuperont de l'aspect éthique et de revendications des professionnels.

Rattachée également au CNC et composée de magistrats, une commission d'arbitrage sera créée pour statuer sur les différends entre les professionnels et les entreprises qui font appel à leurs prestations de services et aussi trancher sur les conflits entre professionnels eux-mêmes.

Elle se prononcera également sur les cas des commissaires aux comptes qui divulguent des informations stratégiques sur les entreprises qu'ils auditent.

C. B./ APS